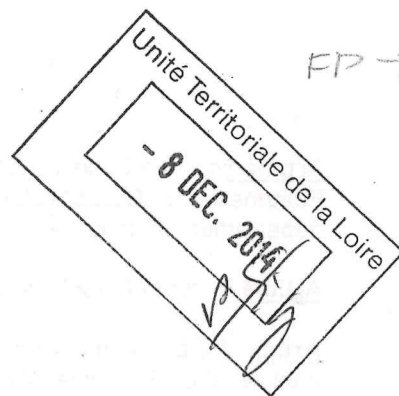




Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA LOIRE



DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA
PROTECTION DES POPULATIONS

Service

Immeuble "le Continental"
10 rue Claudius Buard CS 40272
42014 SAINT-ÉTIENNE Cedex 2

ARRÊTÉ N° 483/DDPP/2014
portant agrément de ramasseur d'huiles usagées

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement, et notamment son livre V-Titre IV et ses articles L. 541-1 à L. 541-50 ; R. 543-3 à R. 543-16,

VU l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées modifié par l'arrêté du 23 septembre 2005,

VU la demande du 08 août 2014 par laquelle la Société **SEVIA**/VEOLIA sollicite un renouvellement d'agrément en qualité de ramasseur d'huiles usagées,

VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Rhône-Alpes, Inspecteur des Installations Classées du 30 septembre 2014,

VU l'avis de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie du 17 septembre 2014,

CONSIDÉRANT que ladite société présente les conditions de ramassage satisfaisantes au regard de la protection de l'environnement et s'est engagée à respecter les obligations mises à charge des ramasseurs agréés,

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire,

ARRETE

Article 1er – La Société SEVIA/VEOLIA située Zone Industrielle du Petit Parc – Voie C, rue des Fontenelles à ECQUEVILLY (78920) est agréée en qualité de ramasseur des huiles usagées dans le département de la Loire.

Article 2 – L'agrément est accordé pour une période de 5 ans.

Article 3 – La Société SEVIA/VEOLIA est tenue de respecter les obligations stipulées dans l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 modifié, sous peine de retrait de l'agrément et de l'application des sanctions prévue par le Code de l'Environnement.

Article 4 – La présente décision peut être contestée au Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Article 5 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Rhône-Alpes, chargée de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et fera l'objet d'une insertion dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

Fait à Saint-Étienne, 13 NOV. 2014

Pour la Préfète
et par délégation
Le Secrétaire Général

Gérard LACROIX